

*Questions orales***QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LE PROJET DE LOI SUR L'EAU**

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre à qui je voudrais d'abord souhaiter un bon retour à la Chambre, après son voyage sous d'autres latitudes.

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: Je suppose que nous ne le verrons pas de sitôt dans des publicités de bière par suite de son expérience!

Hier, la suppléante du vice-premier ministre, après deux ou trois semaines de réponses évasives de la part de ses collègues au sujet des exportations d'eau aux États-Unis, a fini par admettre que le pays est confronté à un problème grave et que le gouvernement pourrait présenter un projet de loi à ce sujet. Elle n'a cependant donné aucune précision sur le moment ou la façon dont ce sera fait.

Le problème de la réponse de la suppléante du premier ministre, c'est qu'elle a complètement manqué son but. Nous sommes inquiets de l'énorme échappatoire créée par suite de la conclusion de l'accord de libre-échange avec les États-Unis. C'est un fossé qu'aucune mesure législative ne pourra combler.

Maintenant que le gouvernement s'est engagé à présenter un projet de loi, est-ce qu'il a l'intention de le faire avant qu'un jugement définitif ne soit porté sur l'accord, pour que nous ayons l'occasion d'en déterminer l'efficacité ou l'applicabilité, ou bien pense-t-il être en mesure de combler ce fossé?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, je voudrais remercier le député de ses bons vœux à l'occasion de mon retour d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Pendant mon séjour là-bas, nous nous sommes posé beaucoup de questions sur ce qui était arrivé au parti libéral . . .

Mme Coppins: Déclenchez les élections et vous le saurez!

M. Mazankowski: . . . pour qu'ils trouvent si difficile d'accepter une position du gouvernement sur le libre-échange. Qu'est-il donc arrivé au grand parti libéral qui appuyait jadis le libre-échange? J'ai répondu à mes interlocuteurs qu'ils devraient peut-être venir ici pour voir eux-mêmes. Peut-être réussiraient-ils même à faire entendre raison aux libéraux.

● (1420)

En répondant hier à titre de suppléante du premier ministre, la ministre des Communications n'a rien admis de la sorte. Il n'y a ni fossé ni échappatoire. Notre politique est claire: l'accord de libre-échange ne prévoit ni détournement ni exportations d'eau à grande échelle.

La politique du gouvernement en ce qui concerne l'eau est très clairement exposée dans la déclaration de novembre dernier. En fait, si le député prenait la peine de lire ce document,

il découvrirait à la page 24 que le gouvernement est en train de rédiger un projet de loi pour mettre en oeuvre cette politique, ce qui est tout à fait logique. C'est en effet ainsi que nous avons agi dans le cas des transports, de la réforme fiscale, du droit d'auteur, des films et des enregistrements vidéo et de toutes les questions importantes qui se sont posées au Canada.

ON DEMANDE DE MODIFIER L'ACCORD

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, j'espère qu'en réponse à ces questions réfléchies de la part d'Australiens au sujet de l'avenir du parti libéral, le vice-premier ministre leur a dit que nous allions former le prochain gouvernement du pays.

Des voix: Oh, oh!

M. Axworthy: Je dois avoir dit quelque chose qui intéressait les ministériels, monsieur le Président.

Le vice-premier ministre nous a invités à lire l'accord. Je tiens à lui citer les observations formulées par la sous-ministre de l'Environnement qui, hier soir, a reconnu que l'eau naturelle était incluse dans les tarifs dans le cadre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Cette personne est un haut fonctionnaire du ministère de l'Environnement et elle a ajouté que les fonctionnaires de ses services avaient invité les représentants du ministère du Commerce extérieur à prévoir une exclusion dans l'accord.

M. McDermid: Ce n'est pas ce qu'elle a dit.

M. Axworthy: Lorsque des fonctionnaires procèdent à ce genre d'examen, qui est la preuve manifeste que cela fait partie de l'accord, le gouvernement ne se rend-il donc pas compte que des mesures unilatérales de sa part ne suffisent pas, qu'il est trop tard—vous avez déjà signé un accord—et que la seule façon de s'en sortir est de modifier l'accord, afin de prévoir une exclusion tendant à protéger les eaux canadiennes contre le type de situation vulnérable dans laquelle les négociateurs et les collègues du ministre nous placent?

Pour quelles raisons le gouvernement ne veut-il pas résoudre véritablement le problème, c'est-à-dire en excluant l'eau de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, je suis désolé de décevoir mon collègue, mais son opinion selon laquelle les libéraux pourraient bien former le prochain gouvernement n'était certes pas partagée par les Australiens. Ils voient les choses un peu différemment.

En ce qui a trait à la question légitime du député, je ne peux que me reporter au témoignage de M. Ritchie lorsqu'il s'est présenté devant le comité qui étudie à l'heure actuelle le projet de loi. Il a déclaré alors:

Les négociateurs des deux pays se sont entendus pour reconnaître que l'eau des cours d'eau n'était pas visée par l'accord, et il n'est donc pas nécessaire de prévoir une exemption.

Cela est très clair et toutes les parties l'ont déclaré très clairement.